Archives alainberset.ch — copie d'archive
Article « Comment Alain Berset réinvente la Suisse », paru dans L'Hebdo (05.03.2009), repris sur le site www.berset.ch.
Adresse d'origine : http://www.berset.ch:80/archives/documents/2009/090305.hebdo.htm
Copie : Internet Archive, capture du 13.04.2009 —
https://web.archive.org/web/20090413071635/http://www.berset.ch:80/archives/documents/2009/090305.hebdo.htm

Comment Alain Berset réinvente la Suisse

L'Hebdo, par Michel Guillaume

Refondation. Le président du Conseil des Etats est arrivé jeune au pouvoir. Comment voit-il la Suisse de demain? Il esquisse ses visions sur cinq thèmes majeurs.

Le socialiste fribourgeois entame sa deuxième session à la tête du Conseil des Etats. Agé de 37 ans seulement, il a jusqu'à présent effectué un parcours sans faute, entamé en 2000 à la Constituante de son canton. Au sein de son parti comme au Parlement en général, il est devenu une figure incontournable, pesant notamment dans le débat sur l'opération de sauvetage de l'UBS par la Confédération. Au point que l'UDC et Christoph Blocher ont fini par emboîter le pas des socialistes pour réclamer davantage d'intervention étatique...

Beaucoup voient Alain Berset accéder un jour au Conseil fédéral, «un thème qui n'est pas d'actualité», selon lui. En attendant, il dévoile pour L'Hebdo ses visions politiques à moyen et long termes.

01 Le PS doit se battre pour renforcer la solidarité

Dans le cadre du système suisse de concordance, le Parti socialiste pratique une politique réaliste pour relever les défis du moment. «Notre parti n'a pas besoin d'une refondation comme en France, où le PS paraît perdu face aux évolutions du temps et se déchire entre ses divers clans», déclare Alain Berset.

En Suisse, le Parti socialiste doit s'engager immédiatement pour que la crise actuelle ne conduise pas à une perte de solidarité, mais plutôt au renforcement de celle-ci. Notamment en travaillant sur le ré-équilibrage du pouvoir d'achat. «Il est regrettable que, lors de la récente haute conjoncture, l'économie ait préféré verser de gros dividendes aux actionnaires plutôt que d'augmenter les salaires des employés.»

Face à la crise, le Parti socialiste a réclamé un plan de relance avec des projets portant sur 4 à 5 milliards de francs. «C'est une bonne occasion pour que la Suisse s'affirme dans la promotion des énergies renouvelables. Le PS jouera un rôle de leader dans ce domaine.»

02 Investir des milliards dans la formation professionnelle

Le chantier des assurances sociales est en pleine effervescence. Alain Berset propose ici une approche originale: «Ayons le courage de mener un débat sur les assurances sociales qui soit axé sur l'efficacité. Avant de s'agiter sur l'âge de la retraite sur la base de scénarios catastrophistes, il faut commencer par réformer la politique du marché du travail.»

Objectif prioritaire: y maintenir l'intégration des personnes de plus de 55 ans. Il faut désormais des systèmes d'incitation qui soient des financements. «C'est là qu'il faudrait investir plusieurs milliards de francs et examiner la création d'un fonds à cet effet», propose-t-il.

Pour les gens qui se retrouvent au chômage, il faut s'inspirer du modèle danois de la «flexicurité». C'est un modèle qui comprend deux composantes. Il assure d'une part la flexibilité du marché du travail et accorde d'autre part une aide massive au chômeur – jusqu'à plusieurs années de soutien pour se former et se réintégrer professionnellement. C'est dire

que la personne qui a perdu son travail doit certainement travailler tout autant qu'auparavant pour se requalifier.

03 Poser la question des structures cantonales

Voici quarante ans, la mobilité de la population était faible et les cantons répondaient efficacement aux problèmes posés. Avec l'augmentation énorme de la mobilité et des échanges, ce cadre a explosé. Pour y faire face, les cantons ont passé de nombreux concordats. Une évolution préoccupante: «Dès lors que ces concordats dépassent un objectif de coordination, ils deviennent problématiques, car ils échappent souvent au pouvoir de décision du peuple et des parlements cantonaux», déplore Alain Berset.

Faut-il donc créer des régions résultant de la fusion de cantons? «C'est bien possible, mais à une condition absolue: que la démarche soit portée par les citoyens, qu'elle vienne du terrain et qu'elle ne soit pas imposée», répond Alain Berset. Le débat est important, mais les gens n'y sont pas encore prêts. En revanche, au niveau inférieur, Fribourg a montré le chemin en matière de fusions de communes.

04 Casser le tabou du secret bancaire

L'attaque des Américains sur le secret bancaire le 18 février dernier n'a en rien surpris Alain Berset. «Qu'elle ait choqué certains milieux bancaires et politiques montre à quel point ceux-ci sont dans le déni de réalité. A force de vouloir s'arc-bouter sur ce secret bancaire, on risque de se faire écraser», remarque-t-il.

Alain Berset garde en mémoire ce jour du printemps 2008 où il a parcouru un grand journal américain. «En page une, trois articles présentaient une image négative de la Suisse», constate-t-il avec effarement. Le premier sur le rôle de l'UBS sur le marché des subprimes, un deuxième sur une affaire d'évasion fiscale aux Etats-Unis encouragée par une banque suisse et le troisième autour d'un problème entre l'Allemagne et la Suisse. Une chose est sûre aux yeux du Fribourgeois: «Le secret bancaire est souvent mal compris à l'étranger et cette perte d'image est dangereuse pour la Suisse.»

Il faut donc casser le tabou. «On doit pouvoir discuter de cela sans passer pour un traître à la patrie», plaide-t-il. La Suisse doit prendre l'initiative et faire des propositions constructives pour avoir une chance d'influer sur le débat face aux Américains.

05 Relancer l'adhésion à l'UE dès la prochaine législature

Depuis le refus du peuple de participer à l'Espace économique européen le 6 décembre 1992, la Suisse s'est beaucoup rapprochée de l'Union européenne à travers ses nombreux accords bilatéraux. Cela peut évoluer.
«La Suisse est une démocratie vivante», se réjouit Alain Berset qui cite l'exemple de l'adhésion à l'ONU: 76% de non en 1986, puis 55% de oui en 2002. C'est dire qu'en seize ans, donc en moins d'une génération, le peuple a changé d'avis.

«Dès la prochaine législature, soit entre 2011 et 2015, il faudra relancer la question», estime le Fribourgeois qui avertit: «Plus nous attendons, plus le prix d'entrée sera élevé.» La Suisse ne peut plus se permettre d'être isolée, elle qui a subi tant d'attaques récemment. Il est inquiétant de voir que la Suisse n'a pas été invitée au sommet du G20, alors que les Français se sont démenés pour que les Espagnols y soient présents. Or, il est évident que la Suisse, septième place financière mondiale, doit participer au G20.

A terme, l'ambition d'un pays situé comme la Suisse au cœur géographique, historique et économique de l'Europe ne peut être que l'adhésion. «A Bruxelles, nous serions un acteur écouté et influent, qui pourrait faire valoir son expérience de la démocratie directe. Partout en Europe, notre modèle suscite l'émerveillement», assure Alain Berset. En février 2007, il participe à un débat sur LCI, la chaîne d'information de TF1. «Lorsque j'ai raconté qu'en 2004, le peuple avait refusé des baisses d'impôts pour deux milliards de francs en estimant que le projet n'était pas équilibré, j'ai vu mes interlocuteurs sidérés par cette maturité démocratique».